

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT  
D'INDRE-&LOIRE

Mairie de **CHINON**

# Décision n° 2024.008

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX ET DES EQUIPEMENTS DE L'ESPACE RABELAIS A L'ASSOCIATION " COMITE DE JUMELAGE CHINON-HOFHEIM "

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22 alinéa 5,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2020-044 en date du 16 juillet 2020 donnant délégation au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Vu la demande de mise à disposition de locaux présentée par Monsieur Louis GUILLOU, Président de l'association Comité de Jumelage Chinon-Hofheim,

**- DECIDE -**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Objet**

Est conclue avec l'association Comité de Jumelage Chinon-Hofheim une convention de mise à disposition des locaux et des équipements de l'Espace Rabelais à Chinon le vendredi 1<sup>er</sup> décembre 2023 pour y organiser un diner.

### **ARTICLE 2 : Durée et tarifs**

Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

### **ARTICLE 3 : Conditions**

Les conditions d'occupation des locaux sont contenues dans la convention.

#### **ARTICLE 4 : Formalités**

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Conseil Municipal et un extrait en sera publiée sur le site de la ville de Chinon ([www.ville-chinon.com](http://www.ville-chinon.com)).

#### **ARTICLE 5 : Contrôle**

Expédition de la présente décision sera adressée à la Préfecture d'Indre et Loire.

Fait à CHINON, le 19 janvier 2024.

Le Maire,

The image shows a blue ink signature of Jean-Luc Dupont written over the official circular seal of the Mayor of Chinon. The seal features a central emblem and the text 'MAIRIE DE CHINON' around the perimeter.

Jean-Luc DUPONT.

Certifié exécutoire

Publié ou notifié le 30/01/2024

M. le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.